

Reçu en permanence
du samedi 10 juin 2023

Danièle DIETRICH

Commissaire - enquêteur

D. Dietrich

observation n° ①
Registre SAVERNE

Saverne, le 6 juin 2023

Observations concernant le SCOT arrêté par le PETR en novembre 2022

Stéphane Leyenberger, Président du PETR du Pays de Saverne Plaine et Plateau
dans le cadre de l'enquête publique

Contexte

La révision du SCOT du Pays de Saverne Plaine et Plateau a été prescrite par décision unanime du syndicat mixte du SCOT de la Région de Saverne du 15/12/2017. A noter que le syndicat mixte du SCOT de la Région de Saverne avait déjà intégré les communautés de communes de l'ancien SCOT d'Alsace Bossue avant la prise de compétence élaboration, suivi et mise en œuvre du SCOT par le PETR du Pays de Saverne Plaine et Plateau en mai 2018.

Elle visait plusieurs objectifs, dont :

- la mise en compatibilité du SCOT applicable sur les territoires de la Communauté de communes du Pays de Saverne et de l'ancien canton du Pays de Hanau (ce dernier étant désormais rattaché à la Communauté de communes de Hanau-La Petite Pierre) avec l'évolution du cadre législatif et réglementaire,
- l'extension du SCOT aux territoires de l'Alsace Bossue et de l'ancien canton de La Petite Pierre (ce dernier étant désormais rattaché à la Communauté de communes de Hanau-La Petite Pierre), les travaux préparatoires précédemment entrepris sur ces territoires n'ayant pas été menés à leur terme.

En cours de travail d'élaboration, un nouvel objectif majeur est apparu : l'anticipation du nouveau SRADDET, en application de la Loi « climat et résilience » et du principe du « Zéro Artificialisation Nette » (ZAN).

Les travaux ont été conduits durant quatre années, sous la direction du COPIL, composé des élus des commissions ad hoc des trois communautés de communes (10 réunions) et du Bureau du PETR (une réunion mensuelle avec la participation des présidents des trois communautés de communes formant le PETR), en s'appuyant sur les résultats de 47 réunions techniques, ateliers, réunions publiques et de deux conférences de maires du PETR (05/02/2022 et 26/03/2022). La crise sanitaire a peu ralenti le calendrier d'élaboration, dans la mesure où elle a correspondu à la période de renouvellement conseillers municipaux qui avait été intégrée dans le calendrier prévisionnel.

Le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) a été débattu le 29/06/2021 et auparavant présenté dans chaque Communauté de communes, ainsi que lors la première réunion publique (08/10/2021). Ce travail a été réalisé de manière consensuelle et aucune objection n'a été formulée par aucun membre du PETR.

Le projet de SCOT arrêté, incluant le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO), a été présenté aux personnes publiques associées (PPA) dans la réunion du 02/06/2022 présidée par M. Patrick Michel, Vice-président du PETR chargé du SCOT et Président de la Communauté de communes de Hanau-La Petite Pierre. Aucune objection sur ce projet n'avait à ce jour été formulée par aucun membre du PETR.

Le Président du PETR a ensuite été informé d'une motion remettant en cause plusieurs éléments du projet de SCOT débattu en conférence des maires du 29/09/2022 et 18/10/2022 et votée le 27/10/2022 par conseil communautaire de la Communauté de communes de Hanau-La Petite Pierre.

Le Président du PETR et son équipe technique ont rencontré le Président de la communauté de communes de Hanau La Petite Pierre et son équipe technique le 28/10/2022 pour aborder les points bloquants et envisager les évolutions à apporter au projet de SCOT dans la perspective de son arrêt.

Le SCOT a ensuite été soumis pour arrêt au Conseil syndical du PETR le 29/11/2022, la décision étant votée à 12 voix contre 5.

Une nouvelle Conférence des maires s'est tenue le 18/03/2023 pour étudier les avis transmis par les PPA - dont un seul avis négatif transmis par la Communauté de communes de Hanau-La Petite Pierre. La Conférence a chargé les techniciens du PETR et le COPIL de proposer une version définitive du SCOT tenant compte des avis du PPA, dans les limites suivantes :

- rester dans l'économie générale du projet arrêté pour qu'il n'y ait pas de nouvel arrêt du SCOT ;
- le projet doit être soumis pour approbation par le PETR avant la fin de l'année 2023.

Enjeux essentiels

Après quatre années de travail et près de 60 réunions, il apparaît aujourd'hui impératif que le SCOT, dont la révision a été voulue par l'ensemble des élus du territoire, puisse être applicable dans les meilleurs délais, et ce principalement pour les raisons suivantes :

1. Les territoires de l'Alsace Bossue et de l'ancien canton de La Petite Pierre ne disposent à ce jour toujours pas de SCOT. Les règles d'urbanisme et d'aménagement applicables sur ces territoires ne s'inscrivent donc pas dans un schéma d'ensemble cohérent en termes d'offre résidentielle, de développement de zones économiques, de protection de l'environnement, de plan de mobilité, ce qui est préjudiciable tant aux territoires concernés qu'au territoire du PETR dans son ensemble. L'Alsace Bossue souhaite s'ancrer davantage comme acteur à part entière du PETR. Son développement économique et démographique est fortement lié à ces interactions avec le reste du territoire du PETR, sans lesquelles elle se retrouve isolée au Nord-ouest de l'Alsace. Différer l'entrée en vigueur du SCOT revient à accroître le risque de voir freiner son développement.
2. Avec l'entrée en vigueur de la loi « climat et résilience », la consommation d'espaces en extension est décomptée depuis août 2021 au regard des espaces consommés durant la décennie précédente. Sans règles communes définies en la matière par le SCOT pour les 118 communes du PETR, le risque est grand de voir certaines communes, poussées notamment par des promoteurs immobiliers, se lancer à une « course à l'échalotte » pour consommer un maximum d'espaces en extension avant l'entrée en vigueur du SCOT, dans la logique « premier arrivé, premier servi ». Malgré un *modus operandi* informel décidé lors de deux Conférences des maires du PETR (05/02/2022 et 26/03/2022) permettant au Bureau du SCOT d'anticiper, dans ses avis, l'application à venir du SCOT pour tenir compte des réalités imposées par le ZAN et veiller au meilleur équilibre possible du territoire, les faits montrent que certaines communes font le choix de se limiter strictement aux règles d'urbanisme juridiquement applicables à ce jour et d'accepter des extensions allant à l'encontre de la philosophie du ZAN. Cela crée un déséquilibre de fait, en consommant de l'espace de manière non concertée, et risque de mettre à mal l'économie générale du futur SCOT au regard des contraintes du ZAN. Le temps est donc compté.
3. Le principal employeur du PETR, la société KUHN, numéro 1 mondial de la machine agricole tractée (2000 emplois sur le territoire), est en discussion avec l'Etat pour étendre son activité sur 25 ha, y compris pour y créer un grand centre de recherche et développement créateur de forte valeur ajoutée. L'extension de ce « poumon économique » du territoire est vital pour l'emploi et la

dynamique de l'ensemble du PETR, voire au-delà. Pour réaliser cette extension, le SCOT doit être modifié. Le temps presse pour l'entreprise dans un milieu de plus en plus concurrentiel.



Stéphane Leyenberger
Président du PETR du Pays de Saverne Plaine et Plateau

